



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf D A G E/3 - CS

Arrêté préfectoral imposant à la **SOCIÉTÉ NOVOPLASTIC NORD** des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son unité située à **RONCQ, 291, rue de Lille**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mai 1996 définissant les conditions techniques d'exploitation de la Société NOVOPLASTIC NORD à RONCQ (anciennement Société ALPHACAN) ;

VU la liquidation judiciaire de la Société NOVOPLASTIC NORD à RONCQ prononcée le 20 décembre 2001 par le tribunal de commerce de Roubaix-Tourcoing, nommant Maître THEETTEN, domicilié 58, avenue Guynemer à MARCQ-EN-BAROEUL (59700), en qualité de liquidateur judiciaire ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2002 prescrivant à la Société NOVOPLASTIC NORD, représentée par Maître THEETTEN, la réalisation, sous cinq mois, d'une étude de sols phase A pour la remise en état de son unité située à RONCQ, 291, rue de Lille ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 janvier 2003 mettant en demeure la Société NOVOPLASTIC NORD, représentée par Maître THEETTEN, de respecter les prescriptions des articles 2 et 3 de son arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2002 repris ci-dessus ;

VU le rapport en date du 12 février 2003 de Monsieur le Directeur Départemental de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que l'étude des sols phase A révèle que des pollutions sont possibles ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 15 avril 2003 ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET

La Société NOVOPLASTIC NORD, représentée par Maître THEETEN, 58 avenue ~~Guymer~~ à MARCQ-EN-BAROEUL (59700) et désignée ci-après l'Exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent ~~arrêté~~ pour son unité sise 291 ~~rue~~ de Lille à RONCQ (59223).

Les prescriptions du présent ~~arrêté~~ s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

L'Exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du livre V du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er} (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

ARTICLE 2 - ETUDE DES SOLS - PHASE B INVESTIGATIONS SUR LE TERRAIN

Une étude des sols du site et de leur impact ~~sur~~ l'Environnement ~~devra être~~ réalisée par un tiers-expert dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspection des installations Classées.

Cette étude des ~~sols~~ devra être réalisée conformément au Guide national de Gestion des sites (potentiellement) pollués du Ministère de l'Environnement et sera limitée à la phase B – investigations sur le terrain – qui Comportera notamment les mesures et analyses ci-après :

- Prélèvements de sols et analyses ~~des~~ eaux souterraines de la nappe superficielle au droit du transformateur au P.C.B. ~~Sera~~ notamment recherchée, la teneur en P.C.B. (sept congénères réglementaires) ;
- Prélèvements de sols et analyses des eaux souterraines de la nappe superficielle en quatre points de la zone de stockage extérieure.

Les éléments suivants seront notamment recherchés :

- * PH ;
- * Hydrocarbures totaux ;
- * Hydrocarbures aromatiques ;
- * Cobalt ;
- * Cuivre ;
- * Chrometotal ;
- * Nickel ;
- * Plomb.

- Détermination du sens d'écoulement de la nappe superficielle.

ARTICLE 3 - EVALUATION SIMPLIFIEE DES RISQUES

L'Exploitant fera réaliser, par le tiers-expert visé à l'article 2 ci-dessus, une Evaluation Simplifiée des **Risques** conformément au Guide national de la gestion des **sites potentiellement** pollués du Ministère de l'Environnement.

ARTICLE 4 - ELIMINATION DES DECHETS

Les bouteilles de gaz, ainsi **que** le transformateur au P.C.B. **présents** sur le site seront éliminés dans des installations autorisées à cet effet. Les justificatifs de cette élimination (bordereau de suivi des déchets industriels, attestation d'élimination) seront **transmis** à l'inspection des Installations Classées.

ARTICLE 5 - ECHEANCIER

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire devront être respectées selon l'échéancier ci-après :

| | |
|---|---------------|
| Elimination des déchets | 1 mois |
| Cahier des charges de l'étude et proposition de tiers-expert | 1 mois |
| Copie du bon de commande de l'étude | 2 mois |
| Communication du rapport de l'étude et de l'Evaluation Simplifiée des Risques à l'Inspection des installations Classées | 5 mois |
| Transmission des justificatifs pour l' élimination des déchets à l' Inspection des Installations Classées | 5 mois |

ARTICLE 6 – FRAIS

Tous les **frais** occasionnés **par** les études et **travaux menés** en application du présent arrêté préfectoral complémentaire sont à la charge de l'Exploitant.

ARTICLE 7

Faute **par** l'Exploitant de **se** conformer aux dispositions du présent **arrêté**, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}.

ARTICLE - 8

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE - 9

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de RONCQ,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

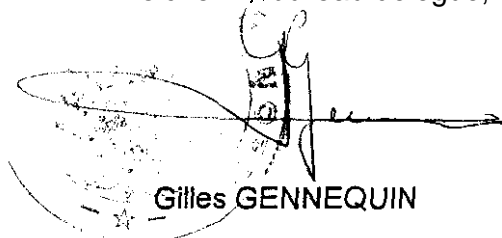
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de RONCQ et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE. le 14 mai 2003

Le préfet,
Pour le préfet
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX

Pour ampliation,
Le chef de bureau délégué,



Gilles GENNEQUIN